

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

Dossier

N° 80 du 31.12.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

Hormuz : la moindre fausse manoeuvre peut conduire à la catastrophe.

La guerre cybernétique mène à la capture d'un espion de la CIA en Iran.

1 Dossier & Point de vue

1-1 Seumas Milne : La guerre contre l'Iran a déjà commencé. Il faut agir avant qu'elle ne nous menace tous.

1-2 Merzak Tigine : Les États-Unis vendent 84 F15 à l'Arabie Saoudite.

1-3 Les autorités américaines reconnaissent la capacité défensive et de renseignements de l'Iran...

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 Ron Paul : Soyons clairs, les sanctions contre la Syrie et l'Iran sont des actes de guerre.

2-2 C'est Israël, le danger... pas l'Iran !

2-3 Giorgio S. Frankel : Tel Aviv ment au sujet de la menace nucléaire iranienne.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Scott Peterson : Une menace nucléaire iranienne imminente?

3-2 Kevin Owen : Hormuz : la moindre fausse manoeuvre peut conduire à la catastrophe.

3-3 Roland Marounek : Du Meilleur des Mondes Démocratiques à la Guerre Mondiale.

Tiré à Part

Kevin Owen : Hormuz : la moindre fausse manoeuvre peut conduire à la catastrophe. Comme la fermeture du détroit d'Ormuz n'est très certainement ni dans l'intérêt des Etats-Unis ni dans celui de l'Iran, l'éditeur du Consortium News, Robert Parry, estime que les Etats-Unis poussent pour une guerre à grande échelle contre Téhéran.

Armada américaine dans le Golfe Persique - Les Etats-Unis et l'Union Européenne commettront-ils la folie, sous l'instigation d'Israël, de déclencher un conflit international aux développements imprévisibles ? - Photo : AFP/US Navy

« Il y a une campagne de propagande aux États-Unis, très semblable à ce que nous avons vu avant l'invasion de l'Irak », a-t-il déclaré à Russia Today. « Les principales agences d'informations ont monté tout un cinéma sur des menaces à propos de l'Iran. Nous avons vu des accusations douteuses auxquelles on a donné beaucoup de poids, ici aux États-Unis. »

Avec des candidats présidentiels républicains gesticulant avec agressivité et exprimant leur soutien à une guerre contre l'Iran, le président Barack Obama est sous une grande pression pour ne pas être considéré comme un faible, note Parry.

Pendant un débat télévisé entre des candidats, Gingrich a déclaré que les Etats-Unis devraient chercher à provoquer un changement de régime en Iran et bombarder ses installations iraniennes pour l'empêcher de devenir une puissance nucléaire.

Parry souligne que ce genre de climat peut conduire à une situation où les politiciens ne sont plus disposés à faire des compromis. En attendant, du côté iranien il y a aussi beaucoup de pression à cause des problèmes politiques et économiques et des relations tendues avec Israël, a-t-il ajouté, avant de

conclure que « dans une situation où il y a tellement 'd'éléments inflammables' tout faux mouvement ou n'importe quelle provocation peut conduire à la catastrophe ».

Le directeur du National Iranian American Council, Marashi Reza, estime que c'est la longue impasse diplomatique entre Washington et Téhéran qui peut conduire à une escalade du conflit.

Il a expliqué à Russia Today qu'aucune des parties ne cherche la guerre en ce moment : « Vous avez un président des États-Unis qui veut sa réélection et vous avez un gouvernement iranien qui est de plus en plus impopulaire chez lui. »

« Fermer le détroit d'Ormuz pour le gouvernement iranien serait l'équivalent de se couper le nez pour déplaire à son visage », a ajouté Marashi.

La principale pierre d'achoppement dans cette situation, soutient-il, est le fait que Téhéran et Washington n'ont plus réellement communiqué depuis trois décennies : « Quand vous n'avez pas de canaux de communication directe, cela augmente la probabilité d'erreurs de calcul et de perceptions erronées, et cela augmente la probabilité que vous pouvez prendre des mesures qui pourraient ne pas être en conformité même avec vos propres intérêts. »

Comme les deux pays ont « une inimitié institutionnalisée », un conflit peut vite tomber dans une spirale hors de contrôle, et il y a pas de leviers pour faire tomber la pression par des initiatives diplomatiques, conclut-il.

Kevin Owen - Russia Today

31 décembre 2011 —

Vous pouvez consulter cet article à : <http://rt.com/news/iran-us-lack-com...>

Traduction : Info-Palestine.net

La guerre cybernétique mène à la capture d'un espion de la CIA en Iran.

Le bourgeonnement de la guerre cybernétique entre l'Amérique et l'Iran pourrait rapidement passer des réseaux d'ordinateurs au monde réel, avec les Etats-Unis qui apparemment mettent les bottes au sol. La télévision d'état iranienne reporte que l'Iran a capturé un espion de la CIA.

Les médias étrangers ont rapporté ce week-end que Amir Mirza Hekmati, un citoyen américain d'origine iranienne de 20 ans et quelques, a été interpellé par les forces iraniennes à qui il a confessé qu'il était impliqué avec la CIA.

D'après une confession enregistrée donnée par Hekmati, l'espion a été appréhendé par les services de contre-espionage iranien après avoir été introduit dans le pays depuis une base américaine en Afghanistan. L'espion dit qu'il a travaillé depuis Bagram près de la frontière avec l'Iran en préparation d'une mission pour la CIA qui a pris des années à organiser, mais malgré l'assurance par les autorités américaines que sa couverture ne serait pas éventée, les services iraninens l'ont intercepté et le retiennent maintenant captif.

Comme l'a rapporté RT la semaine dernière, l'agence de presse israélienne Debka suggère que le renseignement iranien n'a pas seulement réussi à entrer dans les réseaux informatiques d'au moins un drone espion américain, mais aussi dans les réseaux de la CIA à Langley, Virginie, juste à côté de Washington D.C. Suite à la perte d'un drone top-secret RQ-170 Sentinelle furtif au dessus de l'Iran plus tôt en Décembre, des officiels militaires parlant sous couvert de l'anonymat à Debka disent qu'une telle

opération ne peut avoir été effectuée qu'en ayant infiltré le centre de commande à l'intérieur du bâtiment de la CIA.

Des spécialistes de l'intérieur suggèrent qu'il faudrait obtenir les coordonnées et temps exacts du drone envoyé pour que les services iraniens puissent détourner l'aéronef qui fut perdu le 4 Décembre. Avec maintenant Hekmati appréhendé après une décennie d'entraînement et de briefings du département de la défense, cela ne fait qu'établir plus avant que l'Iran a en fait infiltré la communauté du renseignement américaine, ceci posant le problème pour tous ceux impliqués que la guerre cybernétique entre nations soit en train d'escalader rapidement en une bataille n'impliquant plus seulement robots et machines volantes mais des soldats, des espions et des attaques furtives internationales.

L'arrestation de Hekmati survient au cours de semaines qui ont vues l'aggravation des tensions entre Téhéran et Washington, intensifiées par la récupération par l'Iran d'un drone top-secret américain sentinelle furtif ce 4 Décembre. Depuis qu'il s'est emparé de l'appareil espion, l'Iran a clamé qu'il a décodé la technologie de pointe des Américains, ce au plus grand désespoir du gouvernement Obama. Le président a demandé à l'Iran de rendre l'appareil, ce qui fut moqué par les autorités étrangères et devient une mise en question de la sécurité des Etats-Unis pour les opposants de droite du président. Alors que les tensions grandissantes entre les deux nations arrivent à un point d'ébullition, les candidats républicains aux Etats-Unis ont discuté en profondeur de la nécessité d'attaquer l'Iran lors du débat télévisé entre candidats du parti à la présidentielle la semaine dernière.

Il apparaît qu'une attaque était à l'ordre du jour, avec la CIA ne tentant pas seulement d'infiltrer des réseaux informatiques iraniens, mais également envoyant des espions pour physiquement infiltrer la communauté du renseignement iranienne. D'après une confession télévisée par les chaînes iraniennes, la CIA espérait avoir Hekmati en position de gagner leur confiance afin d'infiltrer leur communauté et rapporter les informations aux Etats-Unis.

“C'était le plan de la CIA d'abord de donner des informations aux iraniens, laisser le ministère iranien du renseignement penser que cela était de la bonne information.” Dit-il. Hekmati dit dans une confession enregistrée qu'après être sorti du Lycée en 2001, il rejoignît l'armée américaine et reçut un entraînement de la part des officiels du renseignement militaire.

“Je fus ensuite envoyé dans une université particulière pour apprendre les langues moyen-orientales en plus de mon entraînement du renseignement. Ils m'ont dit qu'il voulaient m'envoyer dans une université pour apprendre l'arabe lorsqu'ils se rendirent compte que j'étais déjà familier avec le Farsi et l'Arabe”, dit-il dans sa confession. “Je suis arrivé en Irak comme un commentateur du renseignement portant un uniforme militaire. Ma mission principale était l'identification des officiels irakiens.”

Le soldat insiste également qu'il reçut un entraînement du Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA), le contracteur de haute technologie de ministère de la défense, qui développe quelques uns des programmes les plus prestigieux du pentagone. Hekmati dit qu'il travailla pour eux de 2005 à 2007, date à laquelle il fut recruté par Kuma Games Company, un développeur de logiciels utilisés dit-il pour créer la propagande primordiale de la CIA, Hekmati dit que Kuma a reçu du financement de la CIA “pour faire des films spéciaux et des jeux vidéos pour changer la pensée et l'attitude de l'opinion publique au Moyen-Orient et les distribue aux résidents du Moyen-Orient gratuitement.”

“Le but de Kuma Games fut de convaincre la population mondiale et celle d'Irak que ce que les Etats-Unis font en Irak et d'autres pays est bien et acceptable.” Ajoute Hekmati.

Suivant son temps avec DARPA et Kuma, l'espion dit qu'il commença l'entraînement pour une mission top-secrète de la CIA, qui se termina avec sa capture par les services iraniens. BAE systems et la CIA l'ont contacté et recruté pour la mission, qui impliquait un briefing à Washington, puis son envoi en

Afghanistan, d'où il travaillait rattaché à une base, voyageant de là en Irak, en Iran et aux Emirats Arabes Unis comme parties de sa mission.

“J’ai eu accès aux systèmes de données les plus secrets pour collecter les informations requises avant d’être envoyé sur la base de Bagram en Afghanistan.” Ajoute t’il.

Hekmati dit qu’un agent de la CIA qui travaillait avec lui assura que “la couverture qui me serait donnée ne m’occasionnerait aucun problème pour effectuer ma mission”.

En arrivant à Bagram, l’Iran fut néanmoins au courant de ses intentions et l’appréhenda ces derniers jours après qu’il eut franchit la frontière.

Si la confession de l’espion est vraie, cela voudrait dire que les services de renseignement iraniens ont détourné et assujetti à la fois un aéronef espion et un citoyen américain ce mois-ci. Avec Debka qui rapportait la semaine dernière que l’Iran aurait pu avoir infiltré le QG de la CIA, cela n’est pas une surprise de constater que la guerre cybernétique est sortie de l’internet et est entrée dans le monde réel. Dans son rapport de la semaine dernière, Debka affirme que l’amenée au sol du drone top-secret Sentinelle plus tôt en Décembre, n’a pas pu être causée par juste le détournement du système informatique de l’appareil, mais que cela résultait plus vraisemblablement d’une attaque au sein du commandement du QG de la CIA à Langley, Virginie.

Le ministre de la défense américain Léon Panetta a insisté que le ministère de la défense continuera absolument ses mission de drone au dessus de l’Iran, mais l’arrestation de Hekmati ajoute un troisième coup contre les Etats-Unis dans le même nombre de semaines. Si les Américains décident de continuer ce jeu, il faudra une sérieuse manœuvre pour faire dérailler l’Iran de ses opérations de renseignement contre les Etats-Unis et qui a prouvé ces dernières semaines et sans l’ombre d’un doute, qu’elles pourraient ravager le système de défense américain, drones et compagnie.
Mondialisation.ca,

Le 21 decembre 2011

Traduction : Résistance 71

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28302>

1 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

1-1Seumas Milne : La guerre contre l'Iran a déjà commencé. Il faut agir avant qu'elle ne nous menace tous.

Ils n'en démordent pas. Après dix ans d'échecs sanglants en Afghanistan et en Irak, d'une déstabilisation violente du Pakistan et du Yémen, d'une dévastation du Liban et de massacres en Libye, on aurait pu espérer que les États-Unis et leurs amis aient fait le plein d'invasions et d'interventions dans le monde musulman.

Il semble que non. Depuis des mois, il est de plus en plus évident qu'une guerre furtive usraélienne contre l'Iran a déjà commencé, soutenue par la Grande-Bretagne et par la France. Un soutien clandestin aux groupes armés de l'opposition s'est développé en une campagne d'assassinat de scientifiques

iraniens, en cyber-guerre, en attaques sur les installations militaires et l'assassinat d'un général iranien, parmi d'autres.

Des Iraniens portent des cercueils honorifiques et des photos d'un commandant des Gardes de la Révolution tué dans une explosion à la base de missiles de Alghadir (Photo Reuters)

Les attaques ne sont franchement admises, mais accompagnées de hochements de tête et de clins d'œil du renseignement tandis que les médias regorgent de fables hostiles - la plus farfelue jusqu'à maintenant étant un soi-disant complot iranien pour tuer l'ambassadeur saoudien aux États-Unis - et les puissances occidentales s'empressent d'insister pour toujours plus de sanctions sur le programme nucléaire de l'Iran. La décision du gouvernement britannique de prendre l'initiative de l'imposition de sanctions sur toutes les banques iraniennes et de faire pression pour un boycott européen du pétrole iranien a déclenché le saccage de son ambassade à Téhéran par des manifestants, la semaine dernière, et l'expulsion ultérieure des diplomates iraniens de Londres.

C'est un avant-goût de la manière dont le conflit peut rapidement s'intensifier, comme ce fut le cas à la fin de la semaine lorsqu'un drone US qui survolait le territoire iranien a été capturé.

Ce qu'un responsable israélien a appelé un "nouveau type de guerre" peut se transformer en une autre, beaucoup plus démodée, qui nous menacerait tous.

Le mois dernier, des fonctionnaires du ministère de la Défense britannique ont dit au Guardian que si les États-Unis présentaient des plans d'attaque de l'Iran (comme ils pensaient probable), ils "rechercheraient et recevraient une aide militaire britannique", y compris un soutien maritime et aérien et la permission d'utiliser la colonie britannique insulaire ethniquement nettoyée de Diego Garcia.

Que la motivation des fonctionnaires ait été de rassurer l'opinion publique sur une guerre ou de la mettre en garde contre elle, ce fut un aveu extraordinaire : l'establishment militaire britannique s'attend pleinement à prendre part à une attaque non provoquée des États-Unis contre l'Iran - exactement comme il l'a fait contre l'Irak il y a huit ans.

Ce qui a été rejeté par l'ancien ministre des Affaires étrangères Jack Straw comme "impensable", et qui est devenu, pour David Cameron une option "qui ne peut pas être écartée", s'avère maintenant être pratiquement un fait accompli si les États-Unis décident de lancer une guerre dont nul ne peut douter sérieusement qu'elle aurait des conséquences désastreuses. Mais il n'y a eu ni débat au parlement ni aucune contestation politique à ce que le successeur de Straw, David Miliband, a appelé cette semaine le danger de "s'engager les yeux fermés dans une guerre avec l'Iran".

C'est d'autant plus choquant que l'affaire contre l'Iran est si spectaculairement inconsistante.

Il n'y a en fait aucune preuve fiable que l'Iran soit engagé dans un programme d'armement nucléaire. Le dernier rapport de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique n'a pas réussi, une fois de plus, à produire de preuves tangibles, malgré les gros efforts de son nouveau directeur général, Yukya Amano - décrit dans un câble WikiLeaks comme "résolument du côté des États-Unis dans toute décision stratégique."

Comme dans les préparatifs de l'invasion de l'Irak, les allégations les plus fortes sont fondées sur "des renseignements secrets" des gouvernementaux occidentaux. Mais même le directeur du Renseignement national américain, James Clapper, a admis que les preuves suggèrent que l'Iran a suspendu tout programme d'armement nucléaire en 2003 et ne l'a pas réactivé.

La campagne toute entière est digne d'Alice au Pays des Merveilles. L'Iran, qui dit qu'il ne veut pas d'armes nucléaires, est encerclé d'États nucléarisés : les États-Unis - qui ont aussi des forces en Afghanistan et Irak voisins, ainsi que des bases militaires dans toute la région - Israël, la Russie, le Pakistan et l'Inde.

L'Iran est bien sûr un État autoritaire, mais pas aussi répressif que les alliés occidentaux comme l'Arabie Saoudite. Mais il n'a envahi personne en 200 ans. Il a lui-même été envahi par l'Irak, avec le soutien occidental dans les années 1980, alors que les États-Unis et Israël ont attaqué 10 pays ou territoires au cours de la dernière décennie. La Grande-Bretagne a exploité, occupé et renversé des gouvernements en Iran depuis plus d'un siècle. Alors, qui menace qui, exactement ?

Comme l'a dit récemment le ministre de la Défense d'Israël, Ehud Barak, s'il était un dirigeant iranien, il voudrait "probablement" des armes nucléaires. Des allégations selon lesquelles l'Iran représente une "menace existentielle" pour Israël parce que le Président Ahmadinejad a dit que l'État "doit disparaître de la page du temps" n'a aucun rapport avec la réalité. Même si l'Iran devait franchir le seuil nucléaire,

comme certains soupçonnent que telle est son ambition réelle, il ne serait pas en position d'attaquer un Etat qui a plus de 300 ogives nucléaires, et qui est appuyé, inconditionnellement, par la force militaire la plus puissante au monde.

Le véritable défi posé par l'Iran aux Etats-Unis et à Israël est en tant que puissance régionale indépendante, alliée à la Syrie et aux mouvements libanais Hezbollah et palestinien Hamas. Alors que les troupes américaines se retirent d'Irak, que l'Arabie Saoudite attise le sectarisme et que les leaders de l'opposition syrienne promettent une rupture avec l'Iran, le Hezbollah et le Hamas, la menace de guerres par procuration grandit dans la région.

Une attaque américaine ou israélienne sur l'Iran transformerait ce maelström régional en une tempête mondiale. L'Iran riposterait certainement, directement et par ses alliés, contre Israël, les Etats-Unis et leurs Etats-clients du Golfe, et bloquerait les 20% des approvisionnements mondiaux en pétrole qui transitent par le Détroit d'Hormuz. Au-delà de la mort et de la destruction, l'impact économique mondial serait incalculable.

Toutes les raisons et le bon sens militent contre un tel acte d'agression. Meir Dagan, l'ancien chef du Mossad israélien, a dit la semaine dernière que ce serait une "catastrophe". Leon Panetta, le secrétaire à la Défense US, a averti que cela pourrait "consumer le Moyen-Orient dans des confrontations et des conflits que nous regretterions."

Il semble peu douteux que l'administration US soit très circonspecte vis-à-vis d'une attaque directe sur l'Iran. Mais en Israël, Barak a dit qu'il restait moins d'un an pour agir ; Benjamin Netanyahu, le Premier ministre, a parlé de prendre "la bonne décision au bon moment" ; et les perspectives que les Etats-Unis s'engouffrent derrière une attaque israélienne ont été largement débattues dans les médias.

Peut-être que cela n'arrivera pas. Peut-être que le discours guerrier a plus à voir avec la déstabilisation qu'avec une attaque à grande échelle. Mais il ne fait aucun doute que certains, aux Etats-Unis, en Israël et en Grande-Bretagne, pensent le contraire. Et la menace d'une erreur de calcul et la logique de l'escalade peuvent faire pencher la balance de façon décisive. Si l'opposition à une attaque contre l'Iran ne se renforce pas, ce pourrait devenir la guerre au Moyen-Orient la plus dévastatrice de toutes. Note ISM : lorsque les liens vers des sites en anglais étaient purement informatifs, ils ont été remplacés par des liens vers des sites en français.

Seumas Milne

Source : The Guardian

Traduction : MR pour ISM

1-2 Merzak Tigrine : Les États-Unis vendent 84 F15 à l'Arabie Saoudite.

La mise en garde de Washington à Téhéran

Devant la menace militaire que constitue l'Iran pour sa présence dans la région du Moyen-Orient, l'administration américaine a adressé un "message fort" à Téhéran en décidant de vendre 84 F15 et de moderniser 70 autres déjà livrés à Riyad pour un montant de 30 milliards de dollars US.

Bien qu'elle n'ait pas donné pour l'instant le feu-vert à une attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes, que Tel-Aviv ne cesse de réclamer, Washington a mis indirectement en garde Téhéran à travers le contrat d'armement conclu avec l'Arabie Saoudite, prévoyant une vente de 84 avions F-15 et la modernisation de 70 autres déjà livrés. Il s'agit d'une réponse à la récente menace

iranienne de fermer le détroit d'Ormuz, même si Andrew Shapiro, un responsable du département d'État, n'y fera aucune allusion en se contentant d'affirmer que cette transaction "va améliorer les capacités de dissuasion et de défense de l'Arabie Saoudite contre des menaces extérieures à sa souveraineté". Mais le fait que l'annonce soit faite en pleine montée des tensions avec l'Iran, laisse penser que les Etats-Unis ne l'ont pas fait fortuitement. S'il est vrai que "cet accord renforce les relations solides et de longue durée entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, et démontre l'engagement des Etats-Unis à de fortes capacités défensives saoudiennes, une composante importante de la sécurité régionale", comme l'a souligné le porte-parole adjoint de Barack Obama, Josh Earnest, depuis Hawaï, il n'en demeure pas moins qu'elle intervient à une période où la tension est très vive entre l'Iran, puissance régionale rivale de l'Arabie Saoudite, et les Etats-Unis, alliés de longue date de Riyad, l'un de leurs principaux fournisseurs de pétrole. Il ne fait aucun doute que les dernières menaces de Téhéran de fermer le détroit d'Ormuz, par où transite entre un tiers et 40% du trafic pétrolier mondial, en cas de nouvelles sanctions internationales contre son programme nucléaire, un geste n'ont pas laissé les Américains insensibles. Une telle mesure de l'Iran l'exposerait inévitablement à une réaction militaire des États-Unis.

Par ailleurs, le ton est monté entre Iraniens et Américains après les menaces de Téhéran, si l'on en juge par les déclarations du général Hassan Salami, numéro deux des gardiens de la révolution, la force d'élite du régime islamique, dans lesquelles il a rejeté jeudi les mises en garde des États-Unis contre la fermeture du détroit, soulignant que l'Iran agirait avec détermination "pour défendre ses intérêts vitaux". Ce regain de tension coïncide avec l'arrivée d'un porte-avion américain dans la zone où Téhéran a démarré samedi dernier des manoeuvres navales, après qu'il eut traversé le détroit d'Ormuz "depuis le golfe Persique pour venir en mer d'Oman", à en croire la même source iranienne. Pour rappel, mardi, le vice-président iranien Mohammad Reza Rahimi a affirmé qu'"aucune goutte de pétrole ne transitera par le détroit d'Ormuz" si les pays occidentaux adoptaient des sanctions contre les exportations pétrolières de l'Iran en raison de son programme nucléaire controversé.

Le lendemain, le commandant de la marine iranienne, l'amiral Habibollah Sayyari, a souligné qu'il était "très facile" pour l'Iran de fermer le détroit, tout en estimant qu'une telle mesure n'était pas nécessaire pour l'instant. Réagissant à ces menaces, Washington a mis en garde Téhéran mercredi soir, en affirmant qu'"aucune perturbation du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz ne sera tolérée".

Du côté de l'Arabie Saoudite, on a expliqué vendredi avoir décidé d'acheter 84 chasseurs-bombardiers F15 aux Etats-Unis afin d'atteindre un niveau de défense maximal pour "protéger son peuple et son territoire". Un porte-parole du ministère saoudien de la Défense, cité par l'agence de presse officielle SPA, a déclaré que le contrat "garantit au royaume de bénéficier des capacités de défense les plus élevées possibles pour protéger son peuple et son territoire".

Publié le 31 décembre 2011 avec l'aimable autorisation de Liberté.

Merzak Tigrine

Samedi 31 décembre 2011

1-3 Les autorités américaines reconnaissent la capacité défensive et de renseignements de l'Iran...

Les autorités américaines ont affirmé que le drone US intercepté dans l'Est de l'Iran appartenait à la CIA. La chaîne américaine CNN en citant les autorités de la CIA a annoncé que le drone, intercepté dans l'espace aérien était un drone d'espionnage.

Cette chaîne a ajouté que selon les autorités américaines la mission de ce drone était une opération de reconnaissance pour la CIA. Les responsables militaires iraniens ont annoncé dimanche dernier que les unités de la guerre électronique des forces armées de l'Iran ont réussi à intercepté un drone d'espionnage américain de type RQ 170 qui a violé l'espace aérien de l'Iran dans l'Est du pays, puis elles ont pris son contrôle et l'ont fait atterrir sur le sol iranien. Ce drone est le dernier produit de l'entreprise de défense

américaine « Lockheed », et étant donné que les Taliban étaient dépourvus de radar, il effectuait des missions pendant des années pour l'Otan en Afghanistan. L'Associated Press a rapporté pour sa part que selon les autorités américaines, le drone de type RQ170 intercepté par les forces iraniennes est un avion sans pilote furtif, qui pendant des années effectuait des vols de reconnaissance sur l'Iran depuis une base aérienne américaine en Afghanistan. L'AP qui citait toujours les autorités américaines a ajouté que ce type de drone a été utilisé dans la reconnaissance de lieu de résidence d'Oussama Ben Laden, chef d'Al-Qaïda, au Pakistan. D'après ces autorités américaines, les Etats-Unis ont créé cette base aérienne dans la région de Shindand au sud de Herat près des frontières iraniennes dans l'objectif d'une présence à long terme en Afghanistan et pour effectuer des missions de reconnaissance ainsi que des opérations spéciales à l'intérieur de l'Iran. Par ailleurs, le journal américain « The Washington post » en décrivant ce drone d'espionnage écrit que la technologie utilisée dans RQ170 est comme celle utilisée dans le bombardier B2 et le chasseur multirôle F35, qui est l'un des plus chers plans dans l'histoire du Pentagone. Phillip Gerald, ancien officier de la CIA, tout en mettant l'accent sur la capacité défensive et de renseignements de l'Iran, a souligné que l'interception du drone d'espionnage américain par l'Iran était une bonne leçon pour Washington pour ne pas sous-estimer la capacité de l'Iran. Gerald a estimé très importante l'interception du drone américain avant de souligner que la violation de l'espace aérien par les Etats-Unis était un acte offensif et très dangereux. Cet ancien officier de la CIA a martelé que l'interception de ce drone par les Iraniens avait comme message pour l'armée américaine d'être plus prudente et de savoir que la capacité défensive de l'Iran est beaucoup plus que les autorités américaines s'imaginent.

Source : IRIB

Jeudi 8 décembre 2011

<http://french.irib.ir/analyses/>.

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Ron Paul : Soyons clairs, les sanctions contre la Syrie et l'Iran sont des actes de guerre.

Beaucoup de gens pensent que les sanctions sont un moyen efficace pour obtenir un changement de conduite d'un autre pays sans recours à la guerre. Mais, imposer sanctions et embargos est déjà en soi un acte de guerre selon le droit international. Ces mesures sont le plus souvent le premier pas vers une guerre réelle débutant par une vague de bombardements. Elles furent le premier pas de nos guerres contre l'Irak et la Libye et elles sont le chemin destructeur que nous prenons, maintenant, à l'égard de la Syrie et de l'Iran.

D'après le dernier rapport de l'AIEA (Agence Internationale pour l'Energie Atomique), le mois dernier, il n'y a aucune preuve que l'Iran ait détourné de l'uranium enrichi du programme pacifique et légal de production d'énergie civile vers la production d'une arme nucléaire. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires donne à l'Iran le droit de produire de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Malheureusement, les Etats-Unis ont coincé l'Iran de telle sorte que ce dernier se voie obligé de considérer le développement d'une arme nucléaire comme seul moyen de protéger sa souveraineté. L'Iran est entourée de puissances nucléaires inamicales, et l'histoire a démontré que la possession de telles armes évite d'être bombardé ou envahi...

... La Chine est une des premières puissances nucléaires, mais elle ne cherche pas une confrontation militaire avec les Etats-Unis. Le commerce est plus profitable... Cependant, il est tragique que des sanctions sévères soient à l'étude pour punir les partenaires commerciaux de l'Iran comme la Chine, la Russie et peut-être des alliés de l'Otan comme l'Allemagne.

Il faut que nous soyons clairs : les sanctions contre l'Iran sont un pas décisif vers une attaque des Etats-Unis. Déjà, des vaisseaux de guerre s'acheminent vers la région, s'approchant dangereusement des eaux territoriales de la Syrie. Des sanctions plus dures endommageraient le commerce mondial et l'économie américaine, qui, à son tour, mettraient à mal notre sécurité nationale. Les compagnies étrangères ou les filiales étrangères de sociétés US seraient sévèrement punies si elles n'appliquent pas l'embargo US contre l'Iran... Cette course à la guerre contre l'Iran est à la fois dangereuse et imprudente.

Mardi 13 décembre 2011

Traduction : Xavière Jardez – Titre : AFI-Flash

Titre original: The folly of sanctions : <http://www.youtube.com/watch?v=g1k3HkF84dE>

* Ron Paul, 76 ans, est un des candidats à l'investiture du Parti républicain pour la présidentielle étatsunienne de 2012. Il fait partie du courant dit paléo-libertarien, opposé à l'interventionnisme américain à l'étranger, et aux néo-conservateurs.

<http://www.france-irak-actualite.com/article-ron-paul-soyons-clairs-les-sanctions-contre-la-syrie-et-l-iran-sont-des-actes-de-guerre-92275855.html>

Site officiel - Ron Paul 2012 :
<http://www.ronpaul2012.com/>

<http://www.uam93.com/news/liran-capture-un-drone-americain.html>

2-2 Joseph Massad : C'est Israël, le danger... pas l'Iran !

Combien de fois faudra-t-il répéter cette histoire ?

Elle est pourtant de notoriété publique aux Etats-Unis, en Europe, dans le monde arabe, et dans le monde entier.

En 1955, le président Dwight Eisenhower a donné à Israël son première petit réacteur nucléaire, installé à Nahal Sorek.

En 1964, la France a permis à Israël de construire son réacteur nucléaire beaucoup plus puissant à Dimona dans le Naqab (Néguev).

En 1965, Israël a volé 200 livres de composés riches en uranium aux Etats-Unis grâce à ses espions à la Nuclear Materials and Equipment Corporation company en Pennsylvanie.

En 1968, Israël a détourné un navire libérien dans les eaux internationales et a volé ses 200 tonnes de yellowcake [concentré d'uranium avant purification].

Israël possède des bombes nucléaires depuis le début des années 1970.

Malgré les démentis officiels américains, Golda Meir, le quatrième Premier ministre d'Israël, aurait préparé le lancement de 13 bombes nucléaires sur la Syrie et l'Égypte en 1973 et a été stoppée de justesse de commettre cet acte génocidaire quand Henry Kissinger a fourni à Israël le transport aérien pour le plus massif transfert d'armes de toute l'Histoire, pour inverser le cours de la guerre de 1973 (comme l'avait rapporté Time Magazine).

Israël a eu une collaboration permanente dans le domaine des armes nucléaires avec le régime sud-africain d'apartheid pendant des décennies, et cette collaboration ne s'est achevée qu'avec l'effondrement du régime en 1994. Depuis, les experts ont estimé qu'Israël avait en sa possession plus de 400 engins nucléaires, dont des armes thermonucléaires dans la gamme des mégatonnes, des bombes à neutrons, des armes nucléaires tactiques et des «suitcase nuke» [armes nucléaires suffisamment miniaturisées pour être transportables dans une valise).

Il dispose également de systèmes de missiles pouvant être lancés avec une portée de 11500 km (qui peuvent donc aller au-delà de l'Iran). Israël a également des sous-marins capables de lancer des attaques nucléaires, ainsi que des chasseurs à réaction qui peuvent lâcher des charges nucléaires.

Israël a empêché avec zèle ses voisins de même acquérir des réacteurs nucléaires à des fins pacifiques. Cet État a violé le droit international en bombardant en 1981 le réacteur nucléaire d'Osirak - en cours de construction en Irak avec une collaboration française - dans une attaque sans aucune provocation préalable, et même si le réacteur devait être utilisé, selon les gouvernements français et irakien, à des fins pacifiques et scientifiques.

Israël a aussi bombardé en 2007 ce qui, selon ce qu'affirmaient des rapports de ses services de renseignement, aurait été un réacteur nucléaire nord-coréen en construction en Syrie. Le Mossad israélien a également été lié au cours des dernières décennies à l'assassinat de nombreux égyptiens, irakiens et iraniens spécialistes du nucléaire .

Israël continue de refuser de signer le Traité de non-prolifération nucléaire et refuse de permettre aux membres de la Commission internationale d'énergie atomique (IAEA) d'inspecter son réacteur de Dimona.

Israël, un pays prédateur et agressif qui a toujours lancé des guerres contre tous ses voisins depuis sa création, qui a expulsé des centaines de milliers de personnes, fait des millions de réfugiés palestiniens, libanais, égyptiens, et a assassiné des dizaines de milliers de civils et utilisé des armes interdites au niveau international (du napalm jusqu'aux bombes au phosphore, pour citer les cas les plus notoires), continue d'occuper les territoires palestiniens et d'opprimer le peuple palestinien en violation du droit international.

Israël s'appuie sur une idéologie étatique raciste, anti-arabe et anti-musulmane, à laquelle souscrivent ses dirigeants, les structures gouvernementales et les institutions et qui se retrouve dans sa culture populaire et politique et dans un grand éventail de ses lois.

En effet, Israël a non seulement constamment lancé des guerres contre ses voisins, mais il a aussi exhorté les puissances mondiales à envahir ces mêmes voisins tout en se faisant le commanditaire de campagnes racistes et haineuses anti-arabes et anti-musulmanes aux États-Unis et en Europe. Israël a intégré ce racisme dans ses programmes scolaires et universitaires et dans une grande partie de sa production culturelle.

Politiques racistes

Protecteur d'Israël, les États-Unis sont le seul pays au monde qui ait jamais délibérément utilisé des bombes nucléaires contre des populations civiles, qui continue de vouloir justifier cette décision 66 ans

après cet acte génocidaire, et qui conditionne sa population, dans ses programmes scolaires et dans les médias pour continuer à la défendre.

Les Etats-Unis ont également assuré que l'arsenal nucléaire d'Israël ne serait jamais discuté au Conseil de sécurité des Nations unies, malgré les propositions régulières au fil des décennies pour pouvoir en parler. L'insistance des Etats-Unis à garder la capacité nucléaire d'Israël « secrète » [malgré son caractère public] a pour raison, entre autres choses, de faire perdurer l'aide américaine à Israël car au niveau légal, une condition clé pour recevoir une telle aide est que les pays bénéficiaires soient signataires du Traité de non-prolifération nucléaire. Or Israël refuse de le signer.

Pourtant, les États-Unis et Israël, qui ont été les principales menaces à la paix mondiale et même les principaux fauteurs de guerre au niveau mondial depuis la Seconde Guerre mondiale, insistent à prétendre que l'Iran, un pays dont le régime actuel n'a jamais envahi aucun pays - mais a plutôt été envahi par l'Irak de Saddam Hussein en 1981 à l'instigation des dictatures du Golfe riches en pétrole et leurs parrains américains et français - serait une menace pour la paix dans le monde si elle possédait une arme nucléaire.

La politique raciste des États-Unis quant à savoir qui devrait être autorisé à posséder des armes nucléaires et qui ne l'est pas (en fonction de critères raciaux, au bénéfice de ceux qui sont européens ou de souche européenne), il doit être clair que dans la mesure où existerait une course au nucléaire au Moyen-Orient, elle est encouragée par le bellicisme d'Israël et sa possession de ce genre d'armes de destruction massive. Si le Moyen-Orient doit être une zone exempte d'armes nucléaires, alors les pressions internationales doivent commencer par s'appliquer sur Israël qui est le seul pays de la région à posséder de telles armes, et non pas par l'Iran, que celui-ci soit ou non en train d'en développer.

Le racisme de l'administration Obama envers les Arabes et les Musulmans n'a vraiment pas de limites, mais pour les habitants du Moyen-Orient (Arabes, Turcs, et Iraniens), les critères racistes dont use Obama ne sont pas terriblement persuasifs. Avoir ou ne pas avoir l'arme nucléaire est une question de sécurité humaine et absolument pas un privilège racial européen. Alors que les Etats-Unis n'ont pas à craindre les bombes nucléaires israéliennes, les pays voisins d'Israël et leurs populations civiles ont été pendant des décennies (et continuent d'être) terrorisés par l'existence de ces mêmes bombes, et pour de bonnes raisons.

Une fois que Barack Obama aura compris cela, les peuples de la région reconsidéreront leur opinion sur la crédibilité des Etats-Unis quand ceux-ci disent craindre une prétendue prolifération nucléaire.

Joseph Massad

Source : Info Palestine

2-3 Giorgio S. Frankel : Tel Aviv ment au sujet de la menace nucléaire iranienne.

Entretien avec Giorgio S. Frankel, journaliste italien

Lors d'un entretien, réalisé en mai 2011, Giorgio S. Frankel, journaliste italien, auteur du livre « L'Iran et la bombe » (*), avait répondu à nos questions au sujet des menaces que Tel Aviv profère régulièrement contre l'Iran. Alors que l'attitude arrogante et dominatrice d'Israël ne manque pas de choquer, et de faire peur aux Iraniens, dans l'extrait que nous rediffusons ici, Frankel se montre plutôt rassurant. Puisse-t-il dire vrai !

8 novembre 2011

Silvia Cattori : ...La pression continue exercée par Israël contre le programme nucléaire civil iranien en fait partie. Croyez-vous en une attaque possible de l'armée israélienne ou d'autres, contre des sites iraniens ?

Giorgio S. Frankel : Je n'y crois pas parce qu'Israël a commencé à menacer d'attaquer l'Iran au début des années 90 ; ça fait 20 ans que les autorités israéliennes répètent qu'elles vont attaquer l'Iran, que l'Iran est en train de fabriquer la bombe atomique, que l'Iran est une menace. Mais quand, dans l'histoire, un pays menace de faire la guerre et ne la fait pas pendant vingt ans, il ne la fera jamais.

Cette menace contre l'Iran sert à Israël pour maintenir un climat de tension au Proche et au Moyen-Orient. En menaçant plusieurs fois par an de faire la guerre à l'Iran, il crée une situation de péril aux États-Unis et en Europe. La probabilité qu'Israël attaque l'Iran est très faible. Mais si Israël attaque vraiment l'Iran, les conséquences mondiales seraient tellement catastrophiques que, même si tout le monde pense que la menace du gouvernement israélien tient du bluff, personne ne va vérifier si c'est vraiment du bluff.

Israël n'est pas en mesure d'attaquer l'Iran, il suffit de regarder une carte géographique. Il doit passer à travers d'autres pays. Il y a deux ans, les États-Unis firent un cadeau empoisonné aux Israéliens. Comme Israël parlait du danger iranien, les États-Unis envoyèrent en Israël un grand appareil radar qui contrôle le ciel autour du pays sur des centaines de kilomètres. Cette station est gérée par des militaires états-uniens. Elle fut présentée comme un geste de solidarité envers Israël ; en réalité les Israéliens ne sont pas très contents. Parce que les États-Unis savent exactement ce que font les avions israéliens. Les États-Unis ont affirmé de façon récurrente qu'ils ne veulent pas une guerre contre l'Iran, parce que ce serait une catastrophe.

Ce sont des périodes cycliques. De temps en temps les Israéliens sortent cette carte iranienne. On en parle pendant quelques semaines et puis ça s'arrête. Le général Moshe Yalon, vice-premier ministre et ministre pour les menaces stratégiques, a déclaré : le programme nucléaire iranien est en retard ; donc nous avons deux ou trois ans pour prendre une décision. Ceci est un message pour indiquer qu'en ce moment il n'y a pas de danger iranien. Ce danger sert aux Israéliens pour entretenir un climat de tension et contraindre les États-Unis et les Européens à faire certaines politiques. Les Israéliens espéraient créer un climat de tension suffisant pour provoquer un affrontement entre l'Iran et les pays arabes. Cette stratégie aussi a échoué.

Combien de temps a-t-il fallu aux autres puissances nucléaires pour fabriquer la bombe atomique ? Les États-Unis dans les années 40, quand on ne savait même pas à coup sûr qu'on pouvait faire la bombe atomique, y ont employé trois années. Israël a mis dix ans. Maintenant on dit depuis plus de vingt ans que l'Iran construit la bombe. C'est la bombe atomique la plus lente de l'histoire ! L'agence nucléaire qui doit contrôler la bombe atomique continue à dire qu'il n'existe pas d'indices de programme militaire.

La bombe iranienne sert à Israël pour créer des problèmes stratégiques dans la région. La grande peur d'Israël est qu'un dialogue politique ne s'ouvre entre les États-Unis et l'Iran. Après quoi l'Iran serait reconnu comme puissance régionale avec laquelle on doit parler et discuter.

L'autre puissance régionale qui est en train de s'affirmer est la Turquie. À présent Israël a des problèmes avec la Turquie parce qu'elle pourrait devenir la principale interlocutrice des États-Unis, du monde arabe et du monde musulman.

L'autre grande arme d'Israël est l'accusation d'antisémitisme. C'est une arme à laquelle les Israéliens ont un grand et immédiat recours. Toute forme de critique d'Israël est dénoncée comme acte d'antisémitisme. Au début cela faisait un grand effet ; aujourd'hui un peu moins ; tôt ou tard, elle perdra son importance. Quand on abuse de ces armes elles perdent leur valeur. Israël accuse tout le monde d'antisémitisme. Si un Juif critique Israël, on dit que c'est un Juif qui a la haine de lui-même.

A la fin, ça aussi ça s'écroulera. Parce que l'antisémitisme est une chose ; la critique d'Israël en est une autre. D'antisémitisme, il y en a peu actuellement, dans le monde. S'il resurgit c'est parce que cette façon qu'ont les Israéliens d'établir une identité entre judaïsme et « israélisme » est vraiment dégoûtante : c'est là un terrain très glissant.

Silvia Cattori : Pendant ces années d'offensive militaires par Tel Aviv, on a assisté, en France par exemple, à une intensification des accusations d'antisémitisme même de la part de militants de groupes de « juifs pour la paix ». Des accusations d'antisémitisme et de négationnisme, se sont mises à pleuvoir sur des journalistes ou des militants qui mettent en évidence l'idéologie qui a amené l'État juif à conduire des politiques inacceptables depuis le début [1]. Si comme vous le soulignez, critiquer la politique israélienne n'a rien à voir avec le racisme, que cherchent alors, en vérité, ceux qui accusent les gens d'antisémitisme ?

Giorgio S. Frankel : La grande erreur est celle commise par les communautés juives dans le monde en tant que, comme communautés juives, elles pensent avoir le droit de parler au nom d'Israël. De nombreux Juifs non Israéliens pensent pouvoir, en tant que Juifs, avoir le droit de soutenir Israël. C'est leur droit. Mais cela comporte que, tôt ou tard, on imputera aux Juifs non israéliens ce que font les gouvernements israéliens. D'autre part, quand Israël proclame qu'il veut être reconnu non seulement comme État juif, mais comme État national du peuple juif, cela veut dire qu'il demande, au niveau international, que lui soit reconnue une sorte de primauté aussi à l'égard des Juifs qui sont dans les autres pays. Cela devient très dangereux.

Silvia Cattori : Pourquoi dangereux ?

Giorgio S. Frankel : Parce qu'à la fin il est possible que, dans l'avenir, Israël veuille interférer dans la politique intérieure d'autres pays sous prétexte que ce pays a une politique hostile aux Juifs. Chirac refusa de participer à la guerre contre l'Irak. Peu de temps après le premier ministre israélien Ariel Sharon déchaîna une politique hostile à la France en avertissant les Juifs français : faites vos valises, quittez la France, venez en Israël. A l'avenir les Israéliens pourraient se comporter comme si c'était à eux qu'il revenait de définir le destin des Juifs italiens ou français.

Silvia Cattori : Cette arme de l'antisémitisme a toujours permis à Israël de mettre les gouvernements qui ne suivent pas la ligne politique de Tel Aviv sous pression. Cela fait donc vingt ans qu'Israël essaie d'inciter le reste du monde à intensifier la pression contre l'Iran pour l'isoler, le sanctionner, en empêchant son développement normal. D'après vous, y arrivera-t-il ?

Giorgio S. Frankel : Je n'en suis pas convaincu, parce que l'Iran jusqu'ici est protégé par la Chine et en partie par la Russie. Il a de bons rapports avec ses voisins : Turquie, Irak et avec des pays comme l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Il a de bons rapports avec le Pakistan, avec l'Inde, avec les pays arabes du Golfe, en particulier avec le Qatar. Il est en train d'étendre sa présence diplomatique en Amérique latine. L'Europe suit la ligne dure : mais d'autres pays ne la suivent pas.

Les Israéliens mènent cette déstabilisation intérieure de l'Iran par le biais d'attentats, de massacres, etc. ; c'est ce qu'ils sont probablement en train de faire. Il faut voir s'ils vont y arriver.

Silvia Cattori : Israël seulement et pas les États-Unis [2] ?

Giorgio S. Frankel : Tous les deux. Mais surtout les Israéliens.

Silvia Cattori : Pourquoi « surtout les Israéliens » ? Ont-ils des moyens particuliers de pénétration et de manipulation des minorités ethniques ?

Giorgio S. Frankel : Le problème de la stabilité de l'Iran est très complexe. On peut entrer clandestinement dans plusieurs zones. Il y a des populations hostiles au gouvernement central. Le

Kurdistan est la région la plus importante pour le pétrole. Une minorité sunnite y vit. Il suffit de leur fournir des financements pour l'entraînement et de leur fournir des armes. Ce genre d'opérations s'appelle « la guerre de l'ombre ». Les possibilités d'intervention sont nombreuses.

(*) Giorgio S. Frankel, analyste de questions internationales et journaliste indépendant, travaille sur le Moyen-Orient et le Golfe persique depuis le début des années 70. Il est l'auteur de : « L'Iran et la bombe », DeriveApprodi, Roma, 2010.

Silvia Cattori

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio (24.06.2011)

Entretien Giorgio Frenkel en entier :

<http://www.silviacattori.net/article1689.html>

Texte original en italien (25.05.2011) :

<http://www.silviacattori.net/article1639.html>

[1] Voir : "1001 bugie su Gilad Atzmon" ("1001 mensonges sur Gilad Atzmon"), de Gilad Atzmon, comedonchisciotte.net , 2 novembre 2006.

[2] Le journaliste Bob Wedford affirme que les services de la Cia, du Mossad et du MI-6 collaborent pour conduire des actions de sabotage contre l'Iran. En 2009 et 2010, l'Iran a arrêté plusieurs espions d'origine états-unienne entrés illégalement, parmi lesquels une femme qui possédait des « hidden spying equipment ». La France mène une diplomatie agressive contre l'Iran depuis que, en 2007, le président français Sarkozy a parlé de la possibilité de bombarder l'Iran. On se souviendra de l'appel de Bernard Kouchner aux nations, pour « se préparer au pire », à la « guerre » contre l'Iran.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 Scott Peterson : Une menace nucléaire iranienne imminente?

Une chronologie des alertes depuis 1979

Le rapport de l'AIEA sur l'Iran auquel même Washington ne croit pas

Je vous avais déjà proposé un article de ce genre sur l'imminence toujours plus proche d'un danger nucléaire iranien qui, si on en croit les cassandre, aurait dû se concrétiser il y a plus de vingt ans.

Le récent rapport de l'AIEA vient redonner du grain à moudre à ceux qui veulent l'apocalypse pour le Moyen orient et peut-être pour le monde entier. Au nom de la protection du peuple juif contre la pire menace d'annihilation depuis Hitler.

Oui, c'est toujours la même rengaine ; tuer les Irakiens pour neutraliser le nouvel Hitler Saddam, tuer des Libanais pour neutraliser la nouvelle Waffen SS qu'est le Hezbollah, vider la Palestine de ses habitants parce que ces derniers veulent une Palestine Judenrein, bombarder l'Iran qui se prépare à « rayer » l'entité sioniste de la carte.

Le paradoxe étant qu'on parle de menace iranienne alors que ce sont les sionistes et leurs amis, dont celui qui ne peut plus supporter benjamin Netanyahu (élu par le suffrage populaire) qui menacent régulièrement et depuis des années de bombarder l'Iran.

Rappelez-moi la dernière fois que l'Iran a lancé une guerre d'agression ? Ah oui, vous avez du mal à trouver et c'est normal parce que l'Iran moderne n'a jamais été un pays très agressif. Au contraire de cette saloperie d'entité sioniste et de ses amis civilisés qui sèment la mort au moindre prétexte.

Bon, le rapport de l'AIEA est truqué et les Etats Unis le savent. Il sert avant tout à entretenir une stratégie de tension et à détourner l'attention des problèmes économiques qui sont beaucoup plus susceptibles de précipiter le monde dans la guerre que l'obsession holocaustique de l'Etat prétendu juif.

A moins que ces cinglés ne commettent l'irréparable tant ils sont sûrs que les pays occidentaux les suivront dans la guerre et qu'ils pourraient ainsi échapper à la riposte de l'Iran.

En tout cas, les Etats Unis ne croient pas à la véracité du rapport de l'AIEA et ne veulent pas risquer la guerre sur des mensonges aussi éhontés que ceux qui avaient justifié la guerre contre l'Irak

Vos media n'en parlent pas, bien entendu car ils sont trop occupés à participer à la propagande sioniste (comme Nadine Epstein sur France Culture ce matin, Ca ressemble à du journalisme, ça sonne comme quelque chose d'objectif, mais ce n'est que de la propagande, subtile il est vrai car nous sommes en démocratie).

Voilà pourtant ce qu'on peut lire en titre du National Journal, un organe de presse spécialisé dans les activités politiques de la beltway, c'est-à-dire là où se trouvent les centres de pouvoir US :

Maison Blanche: le rapport de l'AIEA ne modifie pas notre évaluation des ambitions nucléaires de l'Iran

La Maison Blanche a déclaré que le dernier rapport sur le programme nucléaire iranien par les inspecteurs en armement de l'ONU n'indique pas que l'Iran a avancé dans ses efforts pour fabriquer ou obtenir de l'explosif nucléaire.

« L'AIEA n'affirme pas que l'Iran a repris un programme d'armes nucléaires d'envergure, ni qu'elle a un tel programme ou sur son réel état d'avancement, » a déclaré aux journalistes un haut responsable de l'administration lors d'une téléconférence.

Voilà, il n'y a donc rien de nouveau, en dehors d'une nouvelle escalade propagandiste pour exciter les ardeurs belliqueuses à Washington qui résiste encore, mais pour combien de temps ?

Une menace nucléaire iranienne imminente? Une chronologie des alertes depuis 1979

Les prédictions alarmistes selon lesquelles la république islamique sera bientôt en capacité nucléaire ou –pire – de réaliser une vraie bombe atomique, ne sont pas une nouveauté.

Pendant plus d'un quart de siècle, des officiels occidentaux ont affirmé de manière répétée que l'Iran était tout près de rejoindre le club nucléaire. Une telle situation est toujours déclarée « inacceptable » et susceptible de motiver une action militaire avec « toutes les options sur la table » pour empêcher une remise en cause de l'équilibre stratégique du Moyen Orient dominé par les Etats Unis et Israël.

Et pourtant, toutes ces prédictions n'ont fait qu'aller et venir au fil des années. Cette chronique des prédictions passées situe dans une perspective historique la rhétorique actuelle sur l'Iran.

par Scott Peterson, The Christian Science Monitor (USA) 8 novembre 2011
traduit de l'anglais par Djazaïri

1. Premiers avertissements: 1979-1984

La crainte d'une arme nucléaire iranienne est antérieure à la révolution islamique de 1979, quand le Shah pro-occidental Mohammad Reza Pahlavi était en négociations approfondies avec la France, les Etats Unis et l'Allemagne pour un énorme investissement dans l'énergie nucléaire avec un programme de construction de 20 réacteurs.

Fin 1970, les Etats Unis reçoivent des informations selon lesquelles le Shah "avait mis en place un programme clandestin de développement d'armes nucléaires."

1979: le Shah est renversé par la révolution iranienne qui institue la république islamique. Après l'éviction du Shah, les Etats Unis ont cessé de fournir de l'uranium hautement enrichi à l'Iran. Le gouvernement révolutionnaire guidé par l'ayatollah Ruhollah Khomeiny condamnait les armes et l'énergie nucléaires et, pendant un temps, stoppait tout les projets.

1984: Peu de temps après la visite par des ingénieurs d'Allemagne de l'Ouest du chantier inachevé du réacteur nucléaire de Bushehr. Jane's Defence cite des sources des services secrets d'Allemagne de l'Ouest qui affirment que la production par l'Iran d'une bombe « entre dans sa phase finale. » Le sénateur US Alan Cranston prétend que l'Iran est à sept années d'être en mesure de fabriquer une arme.

2. Israël fait le portrait de l'Iran comme l'Ennemi No. 1: 1992

Quoiqu'Israël ait commercé secrètement avec la république islamique après la révolution de 1979, cherchant ainsi à entretenir un coin perse contre ses ennemis arabes dans la région, le début des années 1990 a vu un effort cohérent de Tel Aviv pour décrire l'Iran comme étant une nouvelle menace existentielle.

1992: Le député Israélien Benjamin Netanyahu dit à ses collègues que l'Iran est à 3 ou 5 ans d'être en capacité de produire une arme nucléaire – et que cette menace devait être « extirpée par un front international dirigé par les Etats Unis.»

Le premier ministre Israélien Shimon Peres déclaré à la télévision française que l'Iran va avoir des têtes nucléaires en 1999. «L'Iran est la plus grande menace et plus grand problème au Moyen Orient » avait averti Peres, parce qu'elle vise l'option nucléaire tout en conservant une dangereuse position de militantisme religieux extrémiste.»

1992: Joseph Alper, in ancien cadre du Mossad, les services secrets israéliens, dit: "L'Iran doit être identifiée comme Ennemi N°1. » L'embryon de programme nucléaire iranien disait-il au New York Times, « donne vraiment la frousse à Israël. »

3. Les Etats Unis s'associent aux avertissements: 1992-97

La même sonnette d'alarmé avait déjà été tirée à Washington où, début 1992, un groupe de travail du Republican Research Committee de la Chambre des Représentants avait soutenu avoir la « certitude à 98 % que l'Iran disposait déjà de tous (ou presque) les composants nécessaires pour deux ou trois bombes nucléaires opérationnelles. »

Des prédictions du même genre avaient eu droit aux antennes, dont une faite par le chef de la CIA à l'époque, Robert Gates, selon qui le programme nucléaire iranien pourrait être un « problème grave » dans cinq ans voire moins. La bureaucratie avait cependant mis un certain temps à s'adapter au discours sur la menace iranienne.

1992: La divulgation d'un document confidentiel du Pentagone sur la « Stratégie de défense pour les années 1990 » ne fait guère référence à l'Iran alors qu'il brosse plusieurs scénarios de conflits futurs potentiels qui vont de l'Irak à la Corée du Nord.

1995: Le New York Times répercute les craintes de hauts responsables US et Israéliens pour qui « l'Iran est beaucoup plus près de produire des armes atomiques qu'on ne le pensait auparavant. » – environ cinq ans – et que la bombe nucléaire iranienne est « en haut de la liste » des dangers de la décennie à venir. L'article parle d'une « accélération du programme nucléaire iranien » et soutient que l'Iran « a commencé un programme intensif pour développer et acquérir des armes nucléaires » en 1987 et explique qu'il « croit » que l'Iran a recruté des conseillers scientifiques de l'ex Union Soviétique et du Pakistan.

Le Christian Science Monitor rapporte que les pressions des Etats Unis sur les fournisseurs de l'Iran dans le domaine nucléaire ont « forcé l'Iran à adapter ce qu'on soupçonne être son calendrier pour une bombe. Les spécialistes disent maintenant que l'Iran ne sera sans doute pas en mesure d'acquérir des armes nucléaires avant huit ou dix ans. »

4. Escalade rhétorique contre 'l'axe du mal': 1998-2002

Mais l'Iran rassemblait les pièces de son puzzle stratégique. Un satellite espion US détectait le lancement d'un missile iranien de moyenne portée, alimentant les spéculations sur le danger posé à Israël.

1998: Le New York Times expliquait qu'Israël était moins en sécurité suite à ce lancement même si Israël restait le seul Etat à posséder aussi bien des armes nucléaires que des missiles à longue portée pour les larguer n'importe où. « La principale réaction à ce fait viendra d'Israël, et nous devons nous inquiéter de l'action que les Israéliens entreprendront, » déclarait un ancien officiel du renseignement cité par le New York Times. Un expert non identifié déclarait : « Ce test [de missile] montre que l'Iran est déterminé à acquérir des armes nucléaires, parce que personne ne construit un missile de 1000 kilomètres de portée pour envoyer des charges militaires conventionnelles. »

1998: La même semaine, l'ancien Secrétaire d'Etat à la défense Donald Rumsfeld déclare au Congrès que l'Iran pourrait construire un missile balistique intercontinental – qui pourrait atteindre les Etats Unis – dans les cinq ans. La CIA donnait une échéance à douze ans.

2002: La CIA avertit que le danger de missiles à ogive nucléaire, notamment d'Iran et de Corée du Nord, est plus élevé que celui encouru pendant la guerre froide. Robert Walpole, le plus haut responsable de la CIA pour le dossier des programmes nucléaires et stratégiques, déclare à une commission sénatoriale que les capacités de l'Iran en matière de missiles se sont accrues plus vite que prévu les deux années précédentes – et se trouvent à parité avec celles de la Corée du Nord. La menace « continuera à s'accroître avec la maturation des capacités des adversaires potentiels, » dit-il.

2002: George W. Bush qualifie l'Iran de membre de « l'axe du mal, » avec l'Irak et la Corée du Nord.

5. Révélation venues de l'intérieur de l'Iran: 2002-2005

En août 2002, le mouvement d'opposition iranien Moudjahidine Khalk (MEK ou MKO) annonce que l'Iran est en train de construire une installation souterraine d'enrichissement de l'uranium à Natanz et un

réacteur à eau lourde à Arak. On considère généralement que les informations ont été transmises au MEK par les services secrets israéliens.

Les réacteurs nucléaires et l'enrichissement de l'uranium ne sont pas interdits à l'Iran qui est signataire du Traité de Non prolifération nucléaire (TNP), mais le fait de ne pas révéler les travaux provoque alors l'envoi d'une mission d'enquête de l'AIEA et une surveillance plus rapprochée. L'Iran insiste sur le caractère pacifique de ses activités mais se trouve mise en défaut par rapport à ses engagements envers l'AIEA qui l'accuse de « procédures de dissimulation. »

2004: Colin Powell, alors Secrétaire d'Etat, dit à des journalistes que l'Iran a travaillé sur la technologie pour placer une ogive nucléaire sur un missile. « Nous parlons d'une information qui non seulement dit qu'ils ont des missiles mais qui suggère qu'ils travaillent d'arrache-pied pour associer les deux, [le missile et la charge atomique] » affirmait-il.

2005: Les Etats Unis présentent un millier de pages de schémas et d'autres documents dont ils prétendent qu'ils ont été extraits d'un ordinateur portable en Iran l'année précédente et dont on dit qu'ils traitent en détail de tests d'explosifs super puissants et de têtes de missiles aptes à recevoir une charge nucléaire. Ces « supposées études », comme on les a appelées depuis, sont rejetées par l'Iran comme fabriquées par des services secrets hostiles.

6. On calme le jeu avec l'évaluation [estimate]: 2006-2009

2006: Les tambours de la guerre accélèrent leur rythme après la citation par Seymour Hersh du New Yorker de sources US qui disent qu'une frappe contre l'Iran est tout sauf inévitable et qu'il existe des plans pour utiliser des armes nucléaires tactiques contre les sites iraniens souterrains.

2007: Le président Bush avertit qu'un Iran doté de l'arme nucléaire pourrait déboucher sur une "troisième guerre mondiale." Le vice président Dick Cheney avait prévenu auparavant de « conséquences graves » si l'Iran ne renonce pas à son programme nucléaire.

2007: Un mois plus tard, une évaluation non classifiée des services de renseignements nationaux (National Intelligence Estimate, NIE) prête à controverse parce qu'elle juge avec un « niveau de confiance élevé » que l'Iran a abandonné son programme d'armement nucléaire à l'automne 2003.

Le rapport, qui visait à synthétiser les informations provenant des 16 services d'espionnage des Etats Unis met sens dessus dessous des dizaines d'années de postulats posés par Washington. Le président Iranien Mahmoud Ahmadinejad qualifie le rapport de « victoire pour la nation iranienne. » Le rédacteur en chef d'un journal iranien dit au Christian Science Monitor, « Les conservateurs ... sentent que le risque de guerre contre eux a disparu. »

Juin 2008: John Bolton, alors ambassadeur US aux Nations Unies, prédit qu'Israël attaquera l'Iran avant janvier 2009, pour profiter de l'espace laissé avant la prise de fonctions du prochain président des Etats Unis.

Mai 2009: Le rapport de la commission sénatoriale des affaires étrangères déclare : « Il n'y a aucun indice que les dirigeants Iraniens ont ordonné la conception d'une bombe. »

7. L'échéance à un an établie par Israël démentie par les faits: 2010-2011

Malgré les rapports et les évaluations qui disent le contraire, Israël et de nombreux responsables US continuent à poser que l'Iran est décidé à avoir des armes nucléaires le plus vite possible.

Août 2010. Un article de Jeffrey Goldberg dans le numéro de septembre de The Atlantic est publié sur le web et présente le scénario qu'Israël choisirait pour lancer une attaque unilatérale contre l'Iran avec une

centaine d'avions, « parce qu'un Iran nucléaire pose la plus grande menace depuis Hitler pour la survie physique du peuple juif. »

S'appuyant sur des entretiens avec "environ quarante décideurs Israéliens passés et présents, à propos d'une frappe militaire" ainsi qu'avec des responsables Américains et Arabes, M. Goldberg prédit le lancement d'une frappe vers juillet 2011. L'article rappelle des frappes précédentes sur des sites nucléaires en Irak et en Syrie et cite le premier ministre Israélien qui déclare : « On ne veut pas d'un culte messianique et apocalyptique doté de bombes atomiques. Quand un croyant inconditionnel a la main sur les rênes du pouvoir et des armes de destruction massive, alors le monde devrait commencer à se faire du souci et c'est ce qui se passe en Iran. »

2010: Des officiels US constatent que le programme nucléaire de l'Iran a été ralenti par quatre jeux de sanctions du Conseil de Sécurité de l'ONU et par une série de mesures adoptées par les Etats unis et l'Union Européenne. Le virus informatique Stuxnet a aussi fait des dégâts en 2011 sur les milliers de centrifugeuses qui enrichissent l'uranium.

Janvier 2011: Quand Meir Dagan démissionne du poste de directeur du Mossad, les services secrets israéliens, il dit que les Iraniens ne seront pas capables de produire une arme nucléaire avant 2015. « Israël ne devrait pas se précipiter pour attaquer l'Iran, et ne le faire que quand elle aura le couteau sous la gorge, » avertissait M. Dagan. Il a dit ensuite qu'une attaque contre l'Iran serait une « idée stupide. Israël se trouverait devant une situation régionale impossible. »

Janvier 2011: Un rapport de la Federation of American Scientists sur l'enrichissement de l'uranium en Iran affirme qu'il est « hors de question » que Téhéran dispose déjà de la capacité technique à fabriquer un engin nucléaire « rudimentaire. »

Février 2011: Le directeur national du renseignement James Clapper affirme en témoignant devant le Congrès que « l'Iran maintient l'option du développement d'armes nucléaires en partie par le développement de diverses capacités nucléaires et en se mettant en meilleure position de produire de telles armes si elle en décidait ainsi. » M. Clapper déclare, « Nous ne savons cependant pas si l'Iran décidera finalement de produire des armes nucléaires. »

Novembre 2011: L'AIEA affirme pour la première fois que l'Iran travaille depuis des années sur des activités en relation avec le militaire, publiant des informations détaillées basées sur plus de 1000 pages de documentation technique dont elle dit qu'elle est corroborée par les données de dix Etats membres et ses propres entretiens et investigations.

Scott Peterson
Mercredi 9 novembre 2011

Source : Mounadil al Djazaïri
[http://mounadil.wordpress.com/...](http://mounadil.wordpress.com/)

3-2 Kevin Owen : Hormuz : la moindre fausse manœuvre peut conduire à la catastrophe.

Comme la fermeture du détroit d'Ormuz n'est très certainement ni dans l'intérêt des Etats-Unis ni dans celui de l'Iran, l'éditeur du Consortium News, Robert Parry, estime que les Etats-Unis poussent pour une guerre à grande échelle contre Téhéran.

Armada américaine dans le Golfe Persique - Les Etats-Unis et l'Union Européenne commettront-ils la folie, sous l'instigation d'Israël, de déclencher un conflit international aux développements imprévisibles ? - Photo : AFP/US Navy

« Il y a une campagne de propagande aux États-Unis, très semblable à ce que nous avons vu avant l'invasion de l'Irak », a-t-il déclaré à Russia Today. « Les principales agences d'informations ont monté tout un cinéma sur des menaces à propos de l'Iran. Nous avons vu des accusations douteuses auxquelles on a donné beaucoup de poids, ici aux États-Unis. »

Avec des candidats présidentiels républicains gesticulant avec agressivité et exprimant leur soutien à une guerre contre l'Iran, le président Barack Obama est sous une grande pression pour ne pas être considéré comme un faible, note Parry.

Pendant un débat télévisé entre des candidats, Gingrich a déclaré que les Etats-Unis devraient chercher à provoquer un changement de régime en Iran et bombarder ses installations iraniennes pour l'empêcher de devenir une puissance nucléaire.

Parry souligne que ce genre de climat peut conduire à une situation où les politiciens ne sont plus disposés à faire des compromis. En attendant, du côté iranien il y a aussi beaucoup de pression à cause des problèmes politiques et économiques et des relations tendues avec Israël, a-t-il ajouté, avant de conclure que « dans une situation où il y a tellement 'd'éléments inflammables' tout faux mouvement ou n'importe quelle provocation peut conduire à la catastrophe ».

Le directeur du National Iranian American Council, Marashi Reza, estime que c'est la longue impasse diplomatique entre Washington et Téhéran qui peut conduire à une escalade du conflit.

Il a expliqué à Russia Today qu'aucune des parties ne cherche la guerre en ce moment : « Vous avez un président des États-Unis qui veut sa réélection et vous avez un gouvernement iranien qui est de plus en plus impopulaire chez lui. »

« Fermer le détroit d'Ormuz pour le gouvernement iranien serait l'équivalent de se couper le nez pour déplaire à son visage », a ajouté Marashi.

La principale pierre d'achoppement dans cette situation, soutient-il, est le fait que Téhéran et Washington n'ont plus réellement communiqué depuis trois décennies : « Quand vous n'avez pas de canaux de communication directe, cela augmente la probabilité d'erreurs de calcul et de perceptions erronées, et cela augmente la probabilité que vous pouvez prendre des mesures qui pourraient ne pas être en conformité même avec vos propres intérêts. »

Comme les deux pays ont « une inimitié institutionnalisée », un conflit peut vite tomber dans une spirale hors de contrôle, et il y a pas de leviers pour faire tomber la pression par des initiatives diplomatiques, conclut-il.

dimanche 1er janvier 2012 -

Kevin Owen – Russia Today

31 décembre 2011 –

- Vous pouvez consulter cet article à :
<http://rt.com/news/iran-us-lack-com...>

Traduction : Info-Palestine.net

3-3 Roland Marounek : Du Meilleur des Mondes Démocratiques à la Guerre Mondiale.

Beaucoup dans les partis et mouvements progressistes ont perçu dans les événements de cette année 2011, les prémices d'une toute nouvelle page de l'histoire humaine, inaugurée avec le vent des "révolutions démocratiques" arabes, qui, après avoir balayé indifféremment les dictatures de Tunisie, d'Égypte, et de Libye, est en train de faire tituber tous les autres "tyrans" : El Assad, Poutine, Ahmadinejad..., bientôt le tour de la tyrannie communiste chinoise, rêvent certains.

Le fameux principe de la Responsabilité de protéger (R2P) adopté solennellement par les Nations Unies en 2005 est considéré comme une grande avancée du droit international. Cette R2P et l'appui que nos démocraties avaient le devoir moral d'apporter à l'élan populaire démocratique forment la trame fondamentale de l'intervention en Libye et de celle en formation en Syrie.

Malgré les diversités fondamentales entre les situations de chaque pays, un amalgame global a permis de fusionner tous les événements sous le même grand concept de l'"aspiration des peuples à la démocratie". Ceux qui remettaient en question cette image se voyaient accusés de faire preuve d'un mépris vis-à-vis du peuple, voire de faire le jeu des USA en osant nier la réalité de la lutte populaire.

L'analyse de la situation hier en Libye, aujourd'hui en Syrie, est ainsi profondément déformée par cette conviction que nous sommes entrés dans une période de grands changements historiques. Alors que ce qui aurait dû être frappant, c'est plutôt la formidable continuité de la politique des pays dominants.

La R2P renvoie directement aux politiques coloniales du 19e siècle, où les motivations des colonisateurs ont toujours été présentées comme une nécessité de protéger les populations en périls. Au "fardeau de l'homme blanc", le devoir moral de lutter contre les tyrannies indigènes au nom de la civilisation, fut-ce par les bombes, s'est substitué le devoir moral des états démocratiques (les pays de l'Otan) de "soutenir" les opposants aux régimes tyranniques. C'est la Responsabilité de Protéger les Sudètes en Tchécoslovaquie, puis les populations allemandes de Pologne, qui a été l'alibi de Hitler et a précipité l'Europe dans la Seconde Guerre Mondiale.

La capacité de l'impérialisme et des services secrets de fomenter des troubles et des rébellions présentées comme populaires est un grand classique. On peut se rappeler de l'opération Ajax, où le renversement de Mossadegh (1953) a été présenté comme le résultat de mécontentements populaires, ou du renversement de Jacobo Arbenz Guzmán au Guatemala un an plus tard sur le schéma d'un "mouvement révolutionnaire" (financé par la CIA). Le fait que le gouvernement renversé soit, ou ne soit pas 'progressiste', moralement adouable par la gauche européenne ou non, n'entre pas en jeu ici. Le seul point pertinent, c'est si il est ou non profitable de l'éliminer.

Enfin la manipulation de l'opinion publique de "nos pays démocratiques" identifiés sans états d'âme à la "Communauté Internationale" toute entière, est complètement niée, minimisée, ou alors soigneusement rangée dans la catégorie erreurs du passé. Pourtant cette manipulation médiatique est une réalité constante, et s'est à l'évidence perfectionnée avec les technologies modernes. La "théorie du complot" est brandie pour réduire au ridicule ceux qui évoquent ce simple fait. Peut-on verser dans l'idéalisme et imaginer que ce qui a été la réalité prégnante des services secrets durant des décennies, et qui a si bien servi, s'est soudain évaporé ?

La méconnaissance de l'histoire et la présentation idéologique démocratique empêchent de distinguer la parfaite continuité des manœuvres impérialistes, et font entrer de plein pied et tout pétri de bonne volonté dans le jeu de la "défense des peuples et de la démocratie", qui consiste in fine à hurler avec les loups contre les régimes qui s'opposent aux pays occidentaux.

A noter que la marche triomphale vers la Démocratie était déjà annoncée dès 2000 lors du renversement du dictateur (élu) Milosevic, qui avait eu l'outrecuidance de résister à l'Otan, puis avec l'avènement d'un régime démocratique en Afghanistan, et avec la chute du dictateur Saddam Hussein, -au prix d'un million de morts et de la destruction et la ruine de l'Irak, mais La Démocratie n'a pas de prix- En avril de cette année, la Communauté Internationale enfin, et les bombes françaises, imposaient à la Côte d'Ivoire ce que cette même Communauté Internationale avait décidé être le résultat indiscutable des urnes. Tout va décidément de mieux en mieux dans le meilleur des mondes démocratiques. Le XXIe siècle s'ouvre sur une période de nouvelles Lumières démocratiques, qui ressemble furieusement à la grande époque de la politique de la canonnère.

La Libye comme expérimentation

L'agression de la Libye a marqué un saut qualitatif important. C'est d'abord une première application officielle du R2P par les Nations-Unies, où l'Otan se présente ouvertement comme son bras armé "naturel". On n'avait jamais ni au Kosovo, ni en Afghanistan, été aussi loin dans la confusion des genres. Cette agression a été applaudie par une série de personnes usuellement plus circonspectes, grâce en grande partie à l'illusion de la nouvelle ère démocratique.

Autre très grande réussite, l'anesthésie de l'opinion publique et des mouvements de paix. Alors que tous étaient appelés à s'horrorifier de bombardements de manifestants pacifiques par l'armée Kadhafi qui n'ont jamais eu lieu, il n'y a eu aucune réaction sérieuse aux faits avérés que l'Otan ait affamé, privé d'eau et de soin, bombardé durant 2 mois et détruit la ville de Syrte, qu'elle ait bombardé avec application les dépôts de produits alimentaire, pratiqué un blocus naval ; que les populations noires sont pourchassées, torturées, massacrées par les milices qu'elle a amené au pouvoir... L'information est là, et même répercutée, mais on est arrivé à la rendre complètement inoffensive.

"Les journalistes ont pu voir un bâtiment complètement détruit, avec le Croissant Rouge à l'entrée et des produits pharmaceutiques, un brancard, des gants, des bouteilles d'oxygène éparpillées. Dans l'après-midi, les secours s'activaient en quête d'éventuels survivants. Dans une autre zone, les journalistes ont constaté que des dépôts de produits alimentaires étaient endommagés, et le 4e était en flammes. Les journalistes ont vu des centaines de sacs de riz, des tomates, de l'huile végétale partir en fumée."
(11/07/2011)

Le pays est évidemment ruiné, divisé, aux mains de bandes armées rivales, en voie de somalisation – mais l'essentiel est le mantra démocratique : "la Libye a été libérée du joug de Kadhafi", et tout le reste est dommage collatéral insignifiant.

A l'assaut humanitaire de la Syrie

On tente de rééditer l'exploit aujourd'hui avec la Syrie. De la même manière qu'avec le précédent libyen, la Commission des Droits de l'homme des Nations-Unies a ressorti des accusations d'abominations qui auraient été commises par le régime, - sans élément tangible puisque les témoins doivent être protégés. Autrement dit en se fiant sur la seule parole des "opposants" qui ont des intérêts évidents à provoquer une intervention humanitaire en leur faveur.

On peut juger de la fiabilité de ce genre de témoignages en regardant l'interview par Julien Teil du représentant de la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme, dont les déclarations à l'ONU ont été un élément clef de la marche vers la guerre, et où il déclare benoîtement qu'il n'y avait aucune preuve de ce qu'il avançait, et que les chiffres lui avaient été fournis directement par le CNT1.

Des révolutions populaires bien encadrées...

L'envoyé en Syrie du journal espagnol ABC, pourtant aussi favorable que les autres médias à la cause de la "lutte du peuple Syrien pour la liberté", y a croisé trois lieutenants du jihadiste d'al-Qaida Abdelhakim Belhadj, le libérateur de Tripoli venus évaluer les besoins des frères révolutionnaires Syriens

« Il y a peu, Harati [le mercenaire libyen croisé par le journaliste] a été impliqué dans un épisode étrange quand, selon ses propres dires, une bande de voleurs a pénétré à son domicile [de Dublin], s'emparant d'une grande quantité de bijoux et de 200 000£. Harati a déclaré à la police que beaucoup d'argent lui avait été donné par un agent de la CIA pour financer la lutte de son organisation contre Kadhafi. Le combattant avait laissé ces 200000£ à sa femme au cas où il lui arriverait quelque chose, et avait emporté le reste en Libye. » (traduit de l'espagnol sur www.silviacattori.net/article2537.html)

On apprend, en passant, le financement par la CIA d'une révolution supposée être spontanée et pacifique, issue du peuple...

Mais rien n'y fait. La propagande continue est à ce point efficace qu'il est devenu impossible d'entendre de simples faits et témoignages qui s'éloignent de la version officielle imposée "Bachar El Assad est un abominable tyran qui massacre son peuple qui se révolte contre lui". Toute autre discours est littéralement inaudible, scandaleux, classifié "défense des tyrannies". La complexité de la réalité est reléguée à de la propagande anti-démocratie. Les informations précises sur la présence de mercenaires islamistes et le financement des rebelles armés sont disponibles, - mais c'est comme une goutte d'eau sur la carapace des certitudes démocratiques (voir encadré).

Un exemple frappant est fourni avec ces quelques journalistes qui se sont rendus en novembre en Syrie et sont revenus avec des témoignages contredisant frontalement le discours d'usage. Françoise Wallemacq, de la RTBF exprime son sentiment « que la grande majorité des Syriens soutient encore le président Bachar El Assad, que les Syriens ont très peur d'une déstabilisation de leur pays. » « A Damas on a pu parler avec à peu près tout le monde dans la rue [...] les gens qu'on croisait dans la rue nous disaient qu'on mentait, que les télévisions étrangères manipulaient la réalité et que ce n'était pas ce qui se passait dans le pays. » La journaliste évoquera encore cet "Observatoire Syrien des Droits de l'homme", qui est la source quasi exclusive des médias étrangers et des rapports de l'ONU: « L'OSDH, c'est un homme basé à Londres que personne n'a jamais rencontré. »²

Ce reportage aura pu être entendu... un jour. Tous les autres jours, la chaîne d'information a fidèlement répercuté la ligne officielle et les nombres de morts civils toujours fournis par ce même OSDH. Le Soir laisse entendre que les journalistes ont été manipulés par le régime syrien, et parle de propagande. Propagande, on fait pas ça chez nous.

Le plus affligeant est que, comme dans le cas de la Libye, ce discours est relayé par nombre de mouvements progressistes et pacifistes pour lesquels la débat n'est à aucun instant la remise en cause de la manipulation médiatique, mais plutôt le remplacement des bombes par des sanctions économiques - sans arriver à réaliser par ailleurs la nature réellement criminelles de ces mesures pour la population, et le fait qu'elles préparent toujours la guerre active.

"Le peuple est en révolution", "le peuple lutte pour la démocratie", on ne peut pas remettre la doxa en question. Et certainement pas pour demander qui est exactement "le peuple" que l'on prétend "soutenir". Avec quelle arrogance dénie-t-on la qualité de "peuple syrien" aux gens qui manifestent par millions contre la déstabilisation du pays ?

Lorsqu'un mouvement de Paix en arrive à appeler à "agir" pour soutenir le combat du peuple syrien contre la féroce répression qui le frappe, on peut apprécier à quel point la travail de la propagande a été remarquable, et à quel degré de préparation psychologique à la prochaine juste guerre on est parvenu.

Vers une guerre de grande ampleur?

L'Afrique vient d'être bien verrouillée, avec les interventions en Côte d'Ivoire, et en Libye, suivant la partition du Soudan. En septembre, on apprenait que les USA bâtissaient, dans la Corne de l'Afrique et dans la Péninsule arabique, un réseau de nouvelles bases pour des drones. The Economist écrivait en 2010 que le Président ougandais « ...semblait ébloui par les promesses des Chinois de les aider à construire une raffinerie de pétrole et à produire des plastiques et des engrais à partir du pétrole.... Plusieurs gouvernements et compagnies occidentaux veulent arrêter la progression de la Chine dans le bassin du Congo avec ses immenses réserves de minéraux et de bois ». En octobre 2011, des forces spéciales US étaient envoyées en Ouganda.

Les accusations s'accroissent à nouveau contre l'Iran, terrorisme, droits de l'homme, course à l'arme nucléaire.... « Le secrétaire à la Défense US et le président des chefs d'état-major ont déclaré tous deux que les États-Unis vont "maintenir une forte présence militaire dans la région, en partie comme contrepoids à l'Iran." [...]. L'administration et l'armée tentent de favoriser une nouvelle "architecture de sécurité" pour le Golfe Persique qui intégrerait les patrouilles aériennes et navales et la défense antimissile. »³

Les infos sur le départ des troupes en Afghanistan occultent le fait que la Loya Jirga de novembre a accepté l'établissement pour une présence indéfinie de bases militaires US sur le territoire afghan. En novembre, le président étatsunien annonçait que les USA allaient renforcer leur présence militaire en Australie. Le mois suivant, Hilary Clinton reprenait pied au Myanmar, misant apparemment sur un prochain retournement démocratique de cet allié de la Chine.

Les USA et les autres pays de l'Otan sont en train de placer fébrilement leurs pions sur l'échiquier du monde. Les agressions de la Libye et celle en gestation de la Syrie pourraient bien n'être que les premiers jalons d'une confrontation militaire globale, qui, comme dans les années 30 coïnciderait avec une tentative de sortie d'une crise financière particulièrement profonde. Au nom de "La Démocratie" bien entendu, - alors même que cette crise est en train de faire apparaître la démocratie comme une notion de plus en plus évanescence dans les pays de "l'Alliance des Démocraties", où le citoyen a tout juste la liberté de choisir quel représentant viendra nous expliquer que "les Marchés nous imposent de...". Et que non, il n'est décidément pas discutable de sortir de cette Alliance qui nous mène droit à la guerre.

1. www.laguerrehumanitaire.fr
2. www.csotan.org/textes/texte2.php?art_id=585&theme=P
3. cité par Stephen Gowans, "Seeing the US everywhere", www.csotan.org/textes/texte2.php?art_id=582&theme=P

Roland Marounek

http://csotan.org/ao/article.php?ao_id=44&art_id=591&Mois=d%E9cembre&Year=2011

Autres textes de Roland Marounek sur le site du CSO

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19